

Burundi : L'ensemble de l'opposition décide de boycotter les élections

@rib News, 26/06/2015 â€“ Source AFP L'ensemble de l'opposition burundaise a décidé de boycotter toutes les élections prévues à partir de lundi dans le pays, estimant que les conditions n'étaient pas réunies pour leur tenue, a annoncé l'un de ses responsables vendredi. "Toute l'opposition a décidé unanimement de boycotter les élections qui ont été préparées par la C ni (la Commission électorale) et qui commencent par les communales et législatives d'lundi", a déclaré Charles Nditije (photo).

Une lettre, signée par tous les représentants de l'opposition politique, a été déposée en ce sens jeudi à la C ni. Ce courrier, les membres de l'opposition dénoncent le calendrier fixé unilatéralement par la C ni, en dépit des recommandations de la communauté internationale qui préconisait qu'il soit élaboré de fa son consensuelle avec toutes les parties. Mais surtout, ils refusent d'aller aux élections tant que les conditions pour des élections "paisibles, transparentes et inclusives" ne seront pas "préalablement créées". "Ces conditions ont entre autres trait au désarmement de la milice Imbonerakure (la Ligue des jeunes du parti au pouvoir) et à la sécurisation du processus électoral et des leaders politiques et sociaux, à la réouverture des médias indépendants, le retour des réfugiés de fraîche date et des leaders politiques et de fa son générale le retour à une vie sociale normale", précisent-ils dans leur lettre. M. Nditije a également souligné le problème de l' gitimit  de la C ni, dont plusieurs membres ont fui en exil et d'énormes composées selon lui uniquement de fidèles du président Pierre Nkurunziza. Il a aussi contesté le maintien de la candidature du chef de l'Etat à la présidentielle du 15 juillet, au centre de la crise. Le Burundi est secoué par une grave crise politique depuis l'annonce, fin avril, de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat présidentiel. Ses opposants jugent la démarche anticonstitutionnelle et contraire à l'accord d'Arusha qui avait ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006). L'annonce de cette candidature a déclenché un mouvement de contestation populaire violemment réprimé par la police et qui a aussi donné lieu à des heurts avec les Imbonerakure, accusé de campagne d'intimidation contre les anti-Nkurunziza. Elle a également débouché sur un putsch manqué mi-mai pendant lequel les médias indépendants ont été détruits et restent empêchés d'émettre pouvoir depuis. Les violences qui ont accompagné la contestation populaire ont fait au moins 70 morts, selon une ONG burundaise de défense des droits de l'homme. Et plus de 100.000 Burundais ont fui dans des pays voisins -- Rwanda, République démocratique du Congo, Tanzanie -- ce climat préélectoral d' l t re. Face à cette crise, le peuple burundais a d j   reporté deux fois les scrutins législatifs et communaux et une fois la présidentielle. Mais l'opposition, qui avait d j   boycotté les élections en 2010, et la communauté internationale, qui craint un retour de la violence à grande échelle dans le pays, continuent de réclamer un délai supplémentaire, aucun des problèmes de fond de la crise n'ayant été réglé.